

Ajaccio, le 31 octobre 2007

**Monsieur Nicolas SARKOZY
Président de la République
55, rue du Faubourg Saint Honoré
75008 Paris**

Monsieur le Président,

Par déférence envers le plus haut personnage de l'Etat, je n'ai pas souhaité intervenir lors de votre discours du 30 octobre 2007 à l'Assemblée de Corse. Je tenais cependant à vous faire part de mes inquiétudes quant à la situation de l'agriculture insulaire.

Malgré ce que vous avez annoncé, car vous avez sans doute été mal informé, le plan de relance de l'agriculture corse n'est pas performant en ce sens que l'Etat n'a, à ce jour, pas respecté ses engagements financiers pour l'année 2007. Les conséquences sont dramatiques pour les agriculteurs qui ont fait l'avance des crédits sur leur trésorerie afin d'engager les actions de ce plan depuis le mois d'octobre 2006.

Vous aviez également déclaré : « Le problème du surendettement bancaire est derrière nous ». Or, je me permets de vous rappeler que, sur 1500 dossiers présentés, seuls 400 étaient éligibles au protocole Hirel. 170 d'entre eux ont trouvé un accord formalisé dont 50 sont d'ores et déjà dans l'incapacité de respecter les conditions de cette mesure.

Par ailleurs, le règlement de la dette sociale s'enlise. L'article 122 de la loi de finances semble difficilement applicable car la Mutualité Sociale Agricole est dans l'incapacité de présenter un bilan réaliste de cette dette et réclame à ses débiteurs des sommes injustifiées.

Le PDRC, élaboré par l'ODARC, en partenariat avec les services de la DRAF, ne présente aucune stratégie cohérente en termes de développement de l'agriculture corse pour la période 2007-2013. A ce titre, il n'est toujours pas validé par les autorités européennes et vient de faire l'objet, pour la seconde fois, de remarques importantes sur le fond. A ce jour, les chances que les 250 millions d'euros de crédits européens soient mobilisables avant mi 2008 sont très faibles.

Il m'est apparu que les informations dont vous disposez sur l'état d'avancement de ces différents dossiers, et que vous avez énoncées lors de votre discours sont inexactes.

Monsieur le Président, je ne saurais remettre en cause votre bonne volonté lorsque vous dites avoir à cœur que l'Etat respecte ses engagements. Avec tout le respect que je

vous dois , il est de mon devoir de Président de la chambre d'agriculture de Corse-du-Sud, de vous faire part de l'inquiétude et de la lassitude qui gagne la profession agricole corse.

Je me permets de souligner que, malgré les bonnes intentions dont vous faites preuve, le plan de relance et de développement de l'agriculture insulaire est hypothéqué par la manière dont est dirigé actuellement l'ODARC.

Comme vous l'avez indiqué, vous avez fait le déplacement en Corse à 28 reprises dont deux depuis que vous avez accédé aux plus hautes responsabilités de l'Etat. Ceci prouve tout l'intérêt que vous portez à notre île.

La chambre d'agriculture de Corse-du-Sud, je vous le rappelle, n'a pas vocation à remettre en cause la volonté de l'Etat de respecter ses engagements mais de vous décrire précisément la réalité de la situation et de nous permettre de trouver ensemble des solutions rapides et efficaces.

Je me tiens évidemment à votre pleine et entière disposition pour, si vous le souhaitez, vous exposer le détail de la situation. Je reste convaincu que vous accorderez la plus grande attention au présent courrier et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Le Président

Jean-Dominique MUSSO